

Edito

Les élus

Ils sont deux catégories. Ceux qui sont élus régulièrement, à qui nous disons bravo et ceux qui sont élus irrégulièrement en usant de la fraude, bourrage des urnes, corruption et autres méthodes de la honte. C'est ici le moment de déplorer ces antivaleurs qui collent certains Congolais à la peau. Ainsi, pendant cinq ans, ils auront les consciences chargées, d'avoir gagnés en utilisant des antivaleurs. Une chose est vraie, ils travailleront pour les justes. Pour ceux qui lisent les écritures saintes, il est écrit dans le livre d'Ecclésiaste dans l'ancien testament, chapitre 2:26 " car il donne à l'homme qui lui est agréable la sagesse, la science et la joie, mais il donne au pécheur le soin de recueillir et d'amasser, afin de donner à celui qui est agréable à Dieu. C'est encore là une vanité et la poursuite du vent "

Dans la même logique, dans les Psaumes 101 :7, il écrit : " celui qui se livre à la fraude n'habitera pas dans ma maison, celui qui dit des mensonges ne subsistera pas en ma présence ". A cet effet, si, le Président réélu, Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui a déclaré, qu'il ne va pas travailler avec les fraudeurs, pourra s'efforcer à balayer au sein de ses deux institutions : agence de lutte contre la corruption et celle de changement de mentalité, sensées de l'aider à travailler pour se débarrasser des tares, qui freinent le décollage de la société congolaise. Non seulement que ces deux Institutions ont du mal à présenter des bilans ou l'avancement dans les objectifs qui leurs sont assignés, certains de ses membres, s'adonneraient contre toute attente, aux pratiques, qu'ils auraient dû combattre.

C'est donc, un revers. Pourtant, en faisant référence aux nombreuses déclarations du feu Dr Etienne Tshisekedi d'heureuse mémoire, géniteur de l'actuel Chef de l'Etat, il insistait lors de ses interviews à la Référence plus, que, les congolais doivent changer des mentalités. Au Zaïre de l'époque et à la RDC d'aujourd'hui, le congolais n'a qu'un seul problème, le changement de mentalité. Malheureusement, la mauvaise mentalité, de détournement, de corruption, de trafic d'influence, de fraude, d'égoïsme, du clientélisme, d'injustice et j'en passe semble plutôt élire domicile, partout en République Démocratique du Congo.

Cependant, nous nous posons des questions avec amertume, qui, alors qui viendra sauver ce grand et beau pays avec ses nombreuses richesses mais dont ses filles et fils sont entrain de brader. Ils signent des contrats léonins juste à la moindre sollicitation contre les intérêts supérieurs de la Nation. Aujourd'hui, les élus irréguliers, grâce aux méthodes perverses s'apprennent à festoyer, mais surtout à étendre ces pratiques honteuses aux différentes Institutions de la République, en se prenant malheureusement comme des références négatives, des gens éveillé dans le mal, avertis négativement, qui s'adapteraient à la mouve négative du moment.

Domage, parce qu'ils ne savent pas qu'ils sont en train de perdre de la dignité et se font du mal à petit feu. Mais, la grande consolation pour les justes est, qu'ils paieront tout ça ici-bas. Encore une fois bravo et félicitations aux nombreux élus d'une façon régulière.

LRP

Manifestation pacifique des Congolais contre l'agression rwandaise à Paris

J-L Mélenchon appelle aux sanctions contre le Rwanda

***Coup de colère de Jean-Luc Mélenchon contre Paul Kagame, au cours de la manifestation, dimanche 3 mars 2024 à Paris, du rassemblement " pour une paix juste et durable " dans l'Est de la République démocratique du Congo**

***Sur l'invasion rwandaise en RDC, le leader de la France Insoumise a déclaré : " la France doit geler sa coopération militaire avec le Rwanda et prendre des sanctions économiques et diplomatiques "**

(Lire en page 3)

Agression rwandaise : des jeunes ressortissants de l'Est de la RDC opposés au dialogue entre Tshisekedi et Kagame

(Lire en page 4)



Annonces

* PNUD : AVIS D'APPELP.3

* PROJET ENCORE : AVIS DE PUBLICATION A L'INTENTION DES.....P.5

* CAMI & DGRAD : COMMUNIQUE OFFICIEL ...P.7

English Issue

Undernutrition and obesity a 'double burden' in Africa : WHO study (P. 15)

Candidatures au governorat de la province de la Tshopo

Jean Bamanisa évite d'hériter d'un passif lourd et catastrophique

Dans son message adressé aux Tshopolaises et Tshopolais en général, et aux Boyomaises et Boyomais en particulier, lu par son assistant politique et chargé de communication, M. Grégoire Ngubu Isaula Sammy et diffusé dans les médias audio-visuels et les réseaux sociaux de Kisangani le week-end dernier, M. Jean Bamanisa Saidi sort de son silence et met fin au suspense. C'est en rapport avec sa candidature au governorat de la province de la Tshopo réclamée à cor et à cri par une bonne frange de la population.

Le meilleur élu de la ville de Kisangani à la députation provinciale du 20 décembre

sur les décisions qui seront bénéfiques à la Tshopo, et bien sûr, à la République Dé-

la Tshopo.

Il s'agit d'abord du gouvernement central qui, pour Bamanisa Saidi, est responsable de la mauvaise répartition des ressources nationales, condamnant les gouverneurs de province à mendier les faibles rétrocessions, du reste forfaitaires et mal réparties depuis le démembrement en 2015.

Il s'agit ensuite de parle-

congolaises est réellement en panne. A cela s'ajoutent les besoins du troisième palier du pouvoir à travers les entités décentralisées que sont les villes, les communes, les secteurs et les chefferies dont courageusement les élections de leurs organes délibérants ont été tenues et se poursuivent grâce à la volonté du président de la République.

Dans la conclusion de son "réquisitoire", Bamanisa Saidi ne va pas en zigzagant pour s'apitoyer du successeur de Mme Madeleine Nikomba Sabangu. "Avec l'expérience acquise à deux reprises comme gouverneur [provinces Orientale dans son ancienne configuration et de l'Ituri démembrement, ndlr], j'ai rapidement détecté les problèmes qui vont se poser aux prochains gouverneur et vice-gouverneur ainsi qu'à leur gouvernement provincial si les nécessaires liés aux charges de fonctionnement, de rémunérations et de reconstruction des infrastructures et des services ne sont pas urgemment garantis", anticipe-t-il.

La raison du choix du Sénat

Après avoir peint ce tableau sombre, Bamanisa Saidi estime qu'il s'avère dès lors impérieux que ceux qui connaissent parfaitement les difficultés de fonctionnement des provinces, particulièrement celle de la Tshopo, en détiennent les clés, se retrouvent au niveau national afin d'user de leurs pouvoirs, influences et prérogatives pour changer rapidement en faisant sauter toutes les cales et tous les goulots d'étranglement. C'est comme qui dirait, c'est la raison de son choix pour la Chambre haute du Parlement.

Après la décision mûrie que Bamanisa Saidi a prise, selon lui, nous supposons que le débat est clos sur ce dilemme ! Mais c'est sans compter avec les nombreux pro-Bamanisa qui espèrent qu'endéans les 8 jours de la deuxième prorogation accordée par la Commission électorale nationale indépendante (Céni), il reviendrait sur sa décision en postulant aussi à l'exécutif provincial de la Tshopo, car aucun texte ne le lui interdit.

Gilbert Risasi Sindano

mocratique du Congo".

Son réquisitoire sévère

Le député provincial élu de la ville de Kisangani a fait un réquisitoire sévère de la gestion par les gouverneurs successifs de la province de la Tshopo, comme pour justifier pourquoi il évite d'hériter d'un passif lourd et catastrophique. Selon lui, tous les mécanismes de gestion publique qu'il avait mis en place [dans la province Orientale, ndlr] ont été bousillés. Ceux-ci n'ont malheureusement pas été capitalisés, et la plupart de ses collaborateurs, bien qu'intègres et méritants, ont été iniquement écartés.

Bamanisa Saidi renchérit : "Toutes nos archives ont été détruites, tous les repères perdus, la motivation ou l'incapacité de gestion a refait surface à plusieurs niveaux. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder le visage qu'offre aujourd'hui la belle et dynamique ville de Kisangani Boyoma Singa Mwambe".

Tous les responsables

L'auteur du message ne va pas par quatre chemins pour lister nommément les organes responsables de la descente aux enfers de la province de

2023 exprime ses sincères remerciements aux Boyomaises et Boyomais au regard de leur attachement indéfectible à sa personne. Celui-ci s'est traduite, rappelle-t-il, par le message fort qu'ils avaient transmis au président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo lors de sa campagne électorale à Kisangani et par leurs nombreuses voix exprimées aux élections du 20 décembre dernier.

"Vous avez gardé ma bonne image de ma gouvernance de la province Orientale, et vous savez combien je me donne pour assurer mes mandats et mes responsabilités et tout l'amour et dévouement que je consacre à notre espace commun", écrit Jean Bamanisa Saidi.

Fin enfin suspense !

S'agissant de la demande pressante des Boyomaises et Boyomais de le voir briguer le fauteuil du gouverneur de la province de la Tshopo, Bamanisa Saidi met enfin fin au suspense qui n'a que trop duré : "Voilà pourquoi après trois mois d'observation dans la Tshopo, je n'ai pas déposé ma candidature comme gouverneur de province, mais comme sénateur afin de peser



La Référence

Quotidien d'Informations Générales
Adresse : Croisement des Avenues 24 Novembre - Kasongo-Lunda / C. Lingwala (en face de l'Académie des Beaux Arts)
Phone : 0999923379

E-mail: reference_20ans@yahoo.fr
B.P. : 12520 Kinshasa I
Autorisation de publication N°041/SGC/063/92

Editeur-Directeur Général

André Ipakala Abeiye M.
0999923379

Directeur de la Publication

Félix Kabwizi Baluku
0999913816

Directeur de la Rédaction

Théo Kimpanga N'Key I.
0999949445

Assistante de l'EDG

Eveline Badika
0829420241

Rédacteurs en Chef

Franck Mona K. (Politique)
0999911984

N. Rachidi (Provinces)

Secrétaires de Rédaction

Déo Mulima (0998405728)

Chefs de Rubriques

José Wakadila (Société)
0998129128

Rédaction Générale

José Wakadila,
Bibiche Mungungu,
Anastasié Mukawa
(0990012819, 0825329453)
Génie Mulobo (0999954394)

Julie Ngalula T.

Grace Nygke

Mireille Mpenba

Makinzolela Menayeto

English Issue

John Nkwady Kankolong

Représentations provinciales

- **Bandundu** : Mayele

- **Kasaï - Oriental** :

- **Maniema** : Patrick

Kamombo

- **Nord-Kivu** : Sumaili Pene

Djadi

- **Province Orientale** :

Gilbert Risasi

- **Sud - Kivu** :

Asani Abdallah

Haut-Katanga

CIFINGA

Etranger

- Congo Brazza: Itcha Djata

Service Technique

Anastasié Mukawa Kimina

Génie Mulobo Mwadi

Administration

Janvier Band'Aka-Suro

Mireille Thansya

(0998540079; 0896154045)

Tina Ngindu

Finances & Vente

Jean-Pierre Mobiko

(+243815093722)

Pascaline Boyingandi

Gaby Lego

Fiston

Aimée Bwanga

Imprimerie

ILAREF

Manifestation pacifique des Congolais contre l'agression rwandaise à Paris

J-L Mélenchon appelle aux sanctions contre le Rwanda

Le leader du parti français de gauche " La France insoumise (LFI)", Jean-Luc Mélenchon, a appelé à des sanctions économiques et diplomati-

rassement " pour une paix juste et durable " dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Cette manifestation qui est partie de

juste et durable ! 8 millions de morts, 7 millions de déplacés en RDC. La France doit agir ! Gel des coopérations

" J'attends que la condamnation de la France, par la résolution que présentent mes collègues, fasse resai-



ques contre le Rwanda pour ses opérations militaires dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), où les Forces rwandaises de défense (RDF) occupent plusieurs localités et commettent de graves violations des droits de l'homme.

La France insoumise a participé, dimanche 3 mars 2024, à Paris, au

la place de la République pour chuter à la place de la Bastille a été appelée par des Congolais.

Pour Jean-Luc Mélenchon, la France doit agir, notamment en gelant sa coopération militaire avec le pays de Paul Kagame.

" Soutien au peuple congolais qui se mobilise aujourd'hui pour une paix

militaires avec le Rwanda, sanctions économiques et diplomatiques ", a-t-il déclaré.

Lors de sa tournée en RDC en octobre 2023, Mélenchon avait exprimé son soutien à la proposition de résolution déposée par le groupe parlementaire insoumis devant le Parlement français condamnant les intrusions et les exactions commises par le Rwanda en RDC.

sir le Rwanda. Le plus grand pays francophone du monde [la RDC, forte de 100 millions d'habitants] aspire à la paix ", avait-il dit.

Aussi, avait-il rappelé que le Parlement européen a déjà pris position en faveur de la RDC et a pointé du doigt la responsabilité du Rwanda dans les troubles au Nord-Kivu.

LRP

Programme des Nations Unies pour le Développement



Au service
des peuples
et des nations

AVIS D'APPEL :

**MISE EN PLACE D'ACCORDS À LONG TERME (LTA)
AVEC PLUSIEURS PRESTATAIRES POUR LA
FOURNITURE ET LIVRAISON DES FOURNITURES DE
BUREAU ET LES CONSOMMABLES INFORMATIQUES
POUR LE COMPTE DU PNUD EN RDC**

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) invite par la présente les soumissionnaires potentiels à présenter une offre dans le cadre d'un appel d'offres pour la mise en place des accords à long terme pour la fourniture et livraison des fournitures de bureau et consommables informatiques.

L'appel d'offres est en 4 lots :

- * Lot 1?: Fourniture et livraison de Fournitures de bureau Kinshasa
- * Lot 2?: Fourniture et livraison de Consommables informatiques Kinshasa
- * Lot 3?: Fourniture et livraison de Fournitures de bureau Goma et Bukavu
- * Lot 4?: Fourniture et livraison de Consommables informatiques Goma et Bukavu

L'intégralité de la publication ainsi que des outils complémentaires pouvant faciliter votre compréhension, l'enregistrement dans le système pour les prestataires qui n'ont pas encore un profil et la soumission de l'offre sont accessibles à travers les liens ci-après :

- UNGM: <https://www.ungm.org/Public/Notice/227760>

- Procurement Notice : https://procurement-notice.undp.org/view_negotiation.cfm?nego_id=17009

Pour permettre aux soumissionnaires de mieux préparer les offres, il est organisé en ligne une conférence préalable conformément aux détails ci-après :

Heure et fuseau horaire : 09h 00 GMT (10h 00 heure de Kinshasa)

Date : 12 mars 2024

Lieu : En ligne par Microsoft Teams

<https://www.microsoft.com/fr/microsoft-teams/join-a-meeting?rtc=1>

ID de la réunion : 373 019 541 33 - Code secret : WoPFXB

Le PNUD attend avec intérêt votre offre et vous remercie d'avance de l'attention que vous portez aux possibilités commerciales proposées par le PNUD.

MIDEMA : Farine Spéciale - MBOTAMA ELAMU MIDEMA

est fière de relancer son mythique sac en coton à travers la Farine Spéciale MBOTAMA ELAMU ! Appelée également farine standard à la suite de son multi-usage, cette farine de froment de première qualité est fortifiée en fer et en acide folique. Les produits MIDEMA sont disponibles partout en RDC, pour plus d'informations contactez-nous au :

+243 81 555 8000 secretariat_dg@drcmidema.cd... #midema

#minoteriedematadi #rdcongo #farinembotamaelamu #farinemidema #matadi #kinshasa #mboka #produityamboka #kinshasa #kinlabelle #midemasacencoton #farinembotamaelamu



Agression rwandaise : des jeunes ressortissants de l'Est de la RDC opposés au dialogue entre Tshisekedi et Kagame

Dans une déclaration, le lundi 04 mars, les jeunes ressortissants de l'Est

suspendre toute démarche tendant à dialoguer avec son homologue rwandais,

" Ainsi, nous vous implorons, Monsieur le président de la République, de sus-

prendre pour mettre fin aux conflits armés qui déciment nos populations et que



Alain Shukuru, coordonnateur national de JRE/RDC

imploront le président de la République, Félix Tshisekedi Tshilombo, de Paul Kagame qui, d'après eux, faire preuve de " mauvaise foi ".



Carnet Rose

4 mars 2008 - 4 mars 2024, Emmanuel Mbako Mobiko a maintenant atteint l'âge de 16 ans.

Pour célébrer cette occasion, il médite en compagnie de ses frères et sœurs en Christ. Le comité de protocole et de sécurité de la Chapelle des Vainqueurs est là pour le soutenir.

Sa petite sœur, Jessica Napipiyenaye, suivra de près avec sa propre célébration en mai prochain. Normalement, elle aurait dû naître le 4 mars, un mois dédié aux dames, mais a préféré le mois de son père ! Ainsi en a-t-il été décidé.



Place à l'anniversaire de

Ya "Emma" !

Les YAYA D'ABORD !"

prendre les démarches tendant à dialoguer avec le président de la République du Rwanda, Monsieur Paul Kagame, qui n'a jusqu'ici réussi à faire preuve que d'une mauvaise foi et dont les velléités expansionnistes sont nourries par le manque de cohésion nationale du peuple Congolais ", lit-on dans la déclaration.

Ces jeunes invitent, par ailleurs, le Chef de l'État à organiser un " Forum pour la paix ". Ce dialogue inter congolais permettra, selon eux, de renforcer l'unité nationale autour d'une seule cause qui est la paix dans l'Est de la RDC.

" Il permettra en outre, mutatis mutandis, de trouver un consensus sur les actions et les mécanismes internes et externes de sécurité à en-

nous déplorons tous ", poursuit-il.

Au cours de sa rencontre avec son homologue angolais, Joao Lourenço, le mardi 27 février à Luanda, le Président congolais, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, aurait donné son accord de principe pour rencontrer le Président du Rwanda, Paul Kagame. C'est ce qu'avait rapporté à la presse le ministre angolais des Affaires étrangères, Tete Antonio.

Il revient à la médiation de travailler pour la matérialisation de cette rencontre, a précisé le ministre angolais. Les services de communication de la présidence congolaise notent par ailleurs qu'aucune date ni aucun lieu n'a été déterminé pour cette éventuelle rencontre.

RDC : des manifestants se lèvent contre l'augmentation des taxes à Goma

À Goma, capitale de la province du Nord-Kivu, dans l'Est de la République démocratique du Congo, une dizaine de manifestants ont été arrêtés brièvement le lundi 4 mars avant d'être relâchés quelques heures plus tard. Ils marchaient contre l'augmentation des taxes et pour le retour de la paix dans le Nord-Kivu, province en proie à des affrontements depuis fin 2021.

" Nous, on ne va pas s'arrêter à mener notre lutte. " Ils sont une poignée à avoir bravé les risques de manifester à Goma, en RDC, une ville où la population est prise en étau par le M23, soutenu par l'armée rwandaise qui contrôlent tous les axes alentours. Depuis l'effondrement mi-février du front de Saké, à une vingtaine de kilomètres de Goma, les axes reliant la ville à la province sont coupés et les prix des produits de première nécessité ont augmenté.

Un quotidien difficile contre

lequel s'opposent les manifestants. Pilier Tchikundula Nguzo est un militant du mouvement citoyen, la Lucha. Sur sa pan-

n'y ait la paix, c'est qu'on est en train de voler les paisibles citoyens du Nord-Kivu ", lance-t-il.



A Goma, en RDC, des manifestants protestent contre l'augmentation des taxes et des prix, lundi 4 mars 2024. © Coralie Pierret / RFI

carte brandie en l'air est inscrit " Taxe Bila ". " Cela veut tout simplement dire que si on nous fait payer les taxes, sans qu'il

" Rwanda is killing " sur les pancartes

Les manifestants alertent les autorités locales sur le surcroît

des taxes et le harcèlement des hommes armés dans une ville où les prix ont augmenté. Une ville où s'entasse également des centaines de milliers de déplacés à cause du conflit, comme le rappelle Félicien Tumusifu, coordinateur du groupe la Voix des Marginalisés.

" Sur nos banderoles, on écrit "Rwanda is killing", parce que c'est le Rwanda qui cause la guerre aujourd'hui, qui fait que toutes les routes qui donnaient la nourriture à Goma sont fermées. Et donc, on appelle aussi la communauté internationale pour qu'elle fasse tout pour sanctionner les Rwandais ", indique-t-il.

Quelques sanctions individuelles ont été prises, notamment contre des représentants du M23, mais aucune sanction d'ordre économique contre le Rwanda n'a pour l'heure été décidée par la communauté internationale.

RFI / LRP

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO MINISTERE DES FINANCES
Comité de Pilotage et d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques " COREF "
PROJET D'AMELIORATION DU RECOUVREMENT DES RECETTES ET DE LA GESTION DES
DEPENSES EN RDC
" ENCORE "

AVIS DE PUBLICATION DE L'INTENTION D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ RELATIVE AU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT SPECIALISTE CHARGE DES SYSTEMES D'INFORMATION DU PROJET " ENCORE "

Mesdames/Messieurs,

Nous tenons à vous informer qu'à l'issue du processus de recrutement d'un consultant spécialiste chargé des systèmes d'information du Projet " ENCORE ", les résultats sont les suivants

- Nombre de dossiers reçus : 72 ;
- Nombre de candidatures rejetées pour insuffisance de profil : 54 candidats ;
- Nombre de candidatures évaluées : 18 dossiers candidatures évalués ;
- Nombre de candidatures retenues sur la liste restreinte : 4 candidats.

Ainsi, après négociation avec le candidat classé en 1^{ère} position, nous vous informons de notre intention d'attribuer le marché cité ci-dessus à Monsieur **Joseph NKULANI MANSIAMINA**, candidat classé en 1^{ère} position à l'issue de l'évaluation des manifestations d'intérêt.

Par ailleurs, l'envoi de la présente notification marque le commencement d'une période d'attente des dix jours (soit

jusqu'au 14 mars 2024).

NB : Tout candidat qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles sa candidature n'a pas été retenue doit en faire la demande auprès du COREF.

Pour toute information complémentaire, prière contacter :

**Comité de Pilotage et d'Orientation de la Réforme des
Finances Publiques COREF**
sis 16, Avenue Comité Urbain, Commune de la Gombe,
Ville de Kinshasa, RDC

Email : corefminfin@gmail.com ;
Tél. : +243 813 192 957 / +243 997 537 260
Kinshasa, le 04 Mars 2024



Ça tire à l'arme lourde entre Jean-Claude Baende à Jean-Pierre Bemba : " Je sais que tu as l'habitude de créer des conflits avec tout le monde "

Entre le député national Jean-Claude Baende et le vice-Premier ministre de la Défense nationale, Jean Pierre Bemba Gombo, c'est une guerre ouverte. Député, le président national du parti politique Alliance des démocrates humanistes (ADH) a sorti l'artillerie lourde pour remonter les bretelles à Jean-Pierre Bemba. Et pour cause, Jean-Claude Baende digère mal la volonté du président du Mouvement de libération du Congo (MLC) de chercher mordicus à imposer son diktat dans la province de l'Équateur, alors qu'après démembrement de l'ex Grand Équateur en cinq (5) provinces, Jean-Pierre Bemba se retrouve originaire de la province du Sud-Ubangi.

L'ancien candidat président de la République Jean-Claude Baende, élu député national sur la liste de la Dynamique de l'opposition républicaine (DYPRO) aux élections du 20 décembre 2023 n'est pas intimidé ni par les fonctions de Jean-Pierre Bemba au gouvernement ni par son passé d'ancien rebelle et chef de guerre. Au contraire, l'ancien gouverneur de l'ex-Équateur lui a parlé, dans un message ouvert, d'homme en homme, en lui faisant savoir qu'il doit cesser de se considérer comme seul maître politique de l'espace grand Équateur.

"Je sais que tu as l'habitude de créer des conflits avec tout le monde, lui-a-t-il écrit : Makila, Jean-Lucien Bussa, etc. Mais avec moi, tu ne seras pas en face d'un enfant de chœur. Nous avons tous le sang équatorien qui coule dans nos veines".

Lire l'intégralité la lettre-bombe de Baende à Bemba :
Monsieur le VPM Jean-Pierre Bemba, je t'écris à partir de Mbandaka suite aux propos malveillants et discourtois que tu as tenus à mon égard tout en ignorant qu'étant originaire de la province de l'Équateur de père et de mère, j'ai le droit et la liberté de parler et d'agir politiquement sur les grandes questions qui concernent ma province.

Je voudrais te rappeler que depuis plusieurs années, l'ancienne province de l'Équateur a été scindée en 5 nouvelles provinces ayant chacune une autonomie politique et disposant des leaders naturels. Tu conviendras avec moi que depuis ce découpage territorial, les grandes orientations politiques du Sud-Ubangi sont discutées entre les filles et les fils du Sud-Ubangi. Je voudrais te demander de te comporter de la même manière en ce qui concerne la province de l'Équateur.

Tu devras aussi retenir que Jean-Claude Baende reste le seul gouverneur qui ait géré la grande province de l'Équateur sans détournement. Aucun dossier dans ce sens n'a été retenu contre moi par la justice de notre pays. Je suis et je reste le seul

gouverneur bâtisseur des infrastructures scolaires, hospitalières et routières. La construction de la route Akula - Zongo, la réhabilitation de

pires propos contre le Président Kabila ; et que tu avais mis la capitale Kinshasa à feu et à sang après ton échec ; en 2018 ton parti et toi-

équatorien qui coule dans nos veines. Sans respect de ta part, il n'y aura pas de considération de ma part peu importe le rang que tu oc-



Photo montage : Jean-Claude Baende et Jean-Pierre Bemba

l'hôpital général de référence de Gemena ont été rendues possibles grâce à moi. A propos de l'hôpital de Gemena, je détiens de la haute hiérarchie que sous votre gouverne pendant le gouvernement 1 + 4, l'Etat avait décaissé les fonds pour sa réhabilitation sous votre direction. Avais-tu exécuté les travaux ? NON.

Quand tu parles de Baende comme ayant détourné les fonds de la province, je ne m'en offusque pas parce que je n'ai jamais été voleur de ma vie. Je gagne ma vie loyalement, ma maison à Kinshasa a été construite sous la sueur de mon front. Je ne suis pas héritier comme toi mais j'ai forgé ma vie en toute responsabilité et honnêteté.

Pour conclure, je dois te rappeler que nous sommes tous de la même génération et que ton comportement dictatorial n'aura aucun effet sur la politique de notre province. En tant que candidat à l'élection présidentielle je ne pouvais que critiquer les actions du gouvernement que présidait Monsieur le Président de la République Félix Tshisekedi. Après l'élection je l'ai félicité pour sa victoire. Et que diras-tu de la main tendue du Président à l'endroit de tous les candidats présidents lors de son investiture ? Tu te souviendras, par ailleurs, qu'en 2006 tu tenais des

même traitaient le Président Tshisekedi de moins que rien, tricheur, etc. Ce qui ne t'empêche pas aujourd'hui de travailler pour lui.

Je te rappelle que sans respect mutuel, tu devras t'attendre à un comportement irrévérencieux de ma part. Je sais que tu as l'habitude de créer des conflits avec tout le monde : Makila, Jean Lucien Bussa etc. Mais avec moi, tu ne seras pas en face d'un enfant de chœur. Nous avons tous le sang

cupes ou occuperas dans le pays. Je t'invite à ne plus te considérer comme seul maître politique de l'espace grand Équateur. Pendant et après tes années à la CPI, il y a eu émergence des plusieurs nouvelles forces politiques : Guy Loando, Jean Lucien Bussa, Jean-Claude Baende, José Makila et autres. Penser le contraire, c'est fausser l'histoire politique de cet espace. Merci.

Sé/Jean-Claude Baende
LRP

La Référence Plus.cd

Soutien aux FARDC

lareferenceplus.cd s'engage aux côtés des FARDC pour la défense de l'intégrité territoriale !

RDC: 2345.409 km2

Suivez-nous sur:
www.lareferenceplus.cd

RDC : la BCC s'engage à promouvoir l'innovation et l'inclusion financière

Dans un communiqué remis à la presse le samedi 02 mars, la Banque Centrale du Congo (BCC) a indiqué s'être fixée, depuis quelques jours, l'objectif de promouvoir l'innovation et l'inclusion financière en RDC.

Pour ce faire, la BCC a autorisé Multipay Congo, d'œuvrer en tant que prestataire des services connexes pour l'aider à stimuler la croissance du secteur financier en RDC.

L'autorisation de la BCC est une étape importante pour Multipay Congo, qui renforce par la même occasion, sa capacité à offrir des services innovants et sécurisés aux acteurs du secteur financier, et positionne la société comme un partenaire privilégié des institutions financières, des commerçants et des consommateurs, élargissant ainsi son éventail de partenaires et interlocuteurs.

Le Directeur de Multipay Congo, Olivier Bueno s'est félicité de cette autorisation qu'il considère comme une reconnaissance du travail accompli par son équipe, et une opportunité pour renforcer la présence de sa société sur le marché congolais.

" Nous sommes très heureux d'avoir obtenu cette autorisation, qui est une reconnaissance de la qualité et de la fiabilité de nos services. Ceci témoigne de notre engagement à respecter non seulement les normes les plus élevées en matière de sécurité, de

qualité et d'innovation, mais également à être en adéquation avec les institutions qui nous gèrent ainsi que la réglementation qui nous gouverne dans le cadre légal ", a-t-il fait savoir.



Le logo de la Société Multipay Congo. Photo Droits Tiers.

Avec cette autorisation, Multipay Congo va offrir aux acteurs du marché congolais des solutions innovantes et adaptées à leurs besoins, en matière d'agrégation, d'acquisition, d'édition et de gestion de solutions de paiements ", a ajouté Olivier Bueno.

Pour sa part, le directeur général d'Interswitch Purepay, Akeem Lawal, a exprimé sa satisfaction de voir la BCC accorder cette autorisation à son

partenaire, Multipay Congo.

" Nous avons travaillé en étroite collaboration avec l'équipe de Multipay Congo pour la réalisation de cette étape importante dans l'exécution de

transparent et sécurisé, contribuant à la croissance économique et à la prospérité de la RDC.

De son côté, le Représentant Résident de la Société financière internationale (SFI) en RDC, Malick Fall, est persuadé que Multipay Congo va désormais contribuer à renforcer le système financier du pays, et à faciliter l'accès aux services financiers.

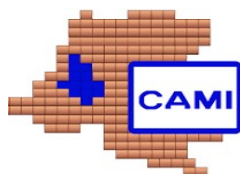
Multipay Congo est connue pour avoir lancé le premier service de paiement interbancaire local en RDC en 2015, appelé "Multipay", en collaboration avec certaines grandes banques commerciales en RDC notamment : EquityBCDC, FirstBank DRC, Rawbank. Le service Multipay permet aux titulaires de cartes de ces banques membres d'effectuer des transactions aux guichets automatiques de billets, sur les terminaux de paiement électronique, et dans les agences bancaires à travers le pays.

Créée en 2013 par quatre grandes banques de la RDC en tant que Groupement d'intérêt économique, Multipay Congo S.A est une société pionnière dans le domaine des technologies financières.

Sa vision est de fournir et faciliter les services de paiement entre les institutions financières, ainsi que promouvoir l'inclusion financière sur le marché congolais.

LRP

CADASTRE MINIER



CAMI
Direction Générale

DIRECTION GENERALE DES RECETTES ADMINISTRATIVES, JUDICIAIRES, DOMANIALES ET DE PARTICIPATIONS



DGRAD
Direction Générale

COMMUNIQUE OFFICIEL

N°REF/CAMI/DG/002/ 2024, 002/DGRAD/DG/2024

La Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations, (DGRAD) en sigle et la Direction Générale du Cadastre Minier, (CAMI) en sigle, informent les titulaires des droits miniers et/ou de carrières que les Notes de Débit et de Perception relatives aux droits superficiels annuels par carré, pour l'exercice 2024, sont disponibles aux guichets du CAMI, situés :

- A Kinshasa, au croisement des Avenues Mpolo Maurice et Kasa-Vubu, dans la Commune de la Gombe ;
- A Lubumbashi, Avenue Lumumba, N°2575, commune de Kampemba ;
- A Bukavu, Avenue Kafele, N° 35, Commune d'Ibanda ;
- A Kisangani, Boulevard du 30 juin, Rond-point Canon, Commune de Makiso ;
- A Kindu, Avenue du 04 janvier, N° 344, Commune de Kasuku.

Par conséquent, tous les titulaires sont invités à les retirer en vue de procéder au paiement desdits droits, au plus tard le 31 mars 2024, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Passé ce délai, le CAMI se réserve le droit d'enclencher la procédure de déchéance du droit Minier et /ou de carrières non payé et ce, sans préjudice de l'application, par la DGRAD, des pénalités prévues par la loi. Par ailleurs, il est

rappelé aux titulaires des droits miniers et/ou de carrières, conformément à l'article 196 du Code Minier, le maintien de la validité de leurs droits, est notamment subordonné au paiement des 100% des droits superficiels annuels.

Fait à Kinshasa, le 13 février 2024

Pour le CAMI

Pour le Directeur Général en mission,
Jacques Muyumba Ndubula
Directeur Général Adjoint

Pour la DGRAD

Pour le Directeur Général empêché,
Doudou Fwamba Likunde Li-Botayi
Directeur Général Adjoint
Chargé des Questions Techniques

Aide non-remboursable aux micro-projets locaux

Le Japon réhabilite l'Ecole Technique et Professionnelle du Groupe Scolaire Masiya Mbama dans la Commune de Maluku

Monsieur Ogawa Hidetoshi, Ambassadeur du Japon en République Démocratique du Congo, a pris part dernièrement, à la cérémonie d'inauguration du

Non-Remboursable aux Micro-Projets Locaux contribuant à la sécurité humaine (APL), a permis d'une part, de doter cette école de 3 salles de classe, 3 ateliers et 4 bu-

Dans son allocation, S.E.M. OGAWA s'est dit honoré et fier d'inaugurer cette école technique et professionnelle car il s'agit d'un

Commune de Maluku, aux élèves et au personnel de cette école d'assurer l'entretien de ces bâtiments ainsi que des matériels et



Coupure du ruban symbolique par le diplomate japonais



L'Ecole Technique et Professionnelle du Groupe Scolaire Masiya Mbama à Maluku, réhabilitée par le Japon

Projet " d'Extension de l'Ecole Technique et Professionnelle du Groupe Scolaire Masiya Mbama dans la Commune de Maluku " exécuté par l'ONG Génération Active des Opprimés " GAO ".

Ce projet, financé à hauteur de 91.938 USD dans le cadre de l'Aide

reaux administratifs, et d'autre part, de fournir des équipements nécessaires pour les sections de la coupe-couture, mécanique, électricité et nutrition, en ouvrant une nouvelle porte sur l'avenir de plus de 340 élèves bénéficiaires de ce nouveau cadre.

acte important qui témoigne de la vitalité de la coopération japonaise en concrétisant la volonté du Japon d'œuvrer à l'épanouissement et au développement des enfants de la Commune de Maluku et des contrées avoisinantes.

Demandant aux autorités de la

équipements fournis en vue de les maintenir en bon état le plus longtemps possible, S.E.M. OGAWA s'est dit convaincu qu'avec cette inauguration c'est la victoire de l'accès au savoir pour tous et de l'égalité des chances.

José Wak.

Coopération Japon-RDC

Près de 90.986 USD pour la construction de 4 forages avec 8 bornes fontaines dans 5 quartiers de la commune de Kimbanseke

Par José Wakadila

L'Ambassadeur du Japon en République Démocratique du Congo, Son Excellence Monsieur Ogawa Hidetoshi, a participé le week-end dernier, à la cérémonie d'inauguration du projet " d'Alimentation en eau potable dans les 5 quartiers de la Commune de Kimbanseke " exécuté par l'Union Féminine du Millénaire "

forages avec 8 bornes fontaines afin de répondre à la problématique de l'eau, de l'assainissement et de la santé en s'inscrivant dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des populations de cette partie de la ville de Kinshasa.

Dans son allocation, S.E.M. Ogawa, a rappelé que l'accès à l'eau potable pour tous reste un défi ma-

table. Ce projet vient à point nommé pour non seulement réduire substantiellement la survenue des maladies d'origine hydrique surtout chez les enfants mais aussi diminuer la lourde charge qui pesait sur les femmes et les jeunes filles qui devaient parfois monter des chemins escarpés à la recherche d'eau.

Rappelant que l'amélioration de

ce domaine afin de contribuer à l'atteinte de l'un des ODD à savoir la réalisation d'un accès universel et équitable à une eau potable, salubre et bon marché pour tous d'ici 2030.

Pour clore, S.E.M. Ogawa a invité les bénéficiaires à fournir des efforts pour éviter tout gaspillage de l'eau, source de vie, et de veiller à la pérennité du réseau et des bornes fontai-



Coupure du ruban symbolique par le diplomate japonais



Un des forages dans le cadre du projet " d'Alimentation en eau potable à Kimbanseke " exécuté par l'Union Féminine du Millénaire " UFEM " et financé par le Japon

UFEM ".

Ce projet, financé à hauteur de 90.986 USD dans le cadre de l'Aide Non-Remboursable aux Micro-Projets Locaux contribuant à la sécurité humaine (APL), a permis la construction de 4

jeu pour les autorités congolaises avec un taux d'accès estimé à 30% sur l'ensemble du territoire où certaines populations, surtout dans les zones périphériques, éprouvent encore du mal à s'approvisionner en eau po-

l'accès aux services sociaux de base est l'un des piliers de la coopération japonaise en RDC, S.E.M. Ogawa a réitéré l'engagement du Japon de continuer à fournir activement son soutien

nes installés, afin qu'ils continuent d'être une " marque d'amour " le plus longtemps possible.

COMMUNIQUE INITIATIVE " I BELIEVE IN DRC "

En marge de la réélection du Chef de l'Etat et de nombreux Congolais aux élections législatives Nationales, Provinciales et des Conseillers communaux, l'initiative citoyenne " I believe in DRC , je crois à la RDC ", invite des élus à divers niveaux de venir se procurer pour leurs circonscriptions respectives : Tasses, T-shirts, Trainings aux motifs des 26 Provinces, 52 Villes et 145 Territoires pour témoigner de l'amour patriotique et l'attachement aux circonscriptions électorales.

Par ailleurs, la même offre est faite pour toute la population congolaise à acheter ces différents objets aux motifs de leurs entités comme preuve d'amour patriotique à cette marque protégée. Cette initiative poursuit trois objectifs à savoir: 1. Lutte contre la pauvreté par la promotion de la RDC, 2.Soutien indirect aux FARDC et 3.Stimuler la flamme d'amour de la patrie.

Aussi, l'offre de l'initiative " I believe in RDC " ainsi lancée, servira de test pour identifier par un jury adhoc celles ou ceux qui aiment véritablement la République Démocratique du Congo.

Pour tous contacts : 0810127294 - 0999923379
Adresse provisoire : 291B, Av. Kasongo-Lunda, en
face de l'Académie des Beaux-Arts.

Les ingénieurs électroniciens débattent sur l'électricité

Le laboratoire public de l'Institut supérieur des techniques appliquées (ISTA), a servi, samedi 2 mars 2024, de cadre à une conférence-débat, organisée par la société congolaise des électroniciens (SCE), sur le thème principal : " Pas de développement sans électricité ". Cet échange a eu comme sous thème : " l'exploitation du potentiel du site d'Inga, le PPP et le mode d'exploitation du site d'Inga et en fin l'importance de l'électricité en République Démocratique du Congo pour les miniers au Katanga ".

S'exprimant, le président de la société congolaise des électroniciens SCE, M. Herman Kahuli a, d'entrée de jeu, commencé son intervention par les différentes ressources du Congo indiquant qu'elles sont mal exploitées avec accent sur le site d'Inga, le plus grand dit-il avec 44.000 mégawats et situé à Sekebanza dans le Kongo Central. Il a fait remarquer que sa seule exploitation peut alimenter la RDC en électricité, l'exporter ailleurs aussi, avec 10.000 travailleurs pour les emplois directs, les nourrir, les transporter, les loger et 20.000 travailleurs pour les emplois indirects pour un total de 30.000 emplois créés dans la seule exploitation du site d'Inga.

Le président Herman Kahuli a aussi fait allusion à Inga I créé en 1972 et Inga II créée en 1982, projet datant de 1925 sous les colons Belges, freiné avec la deuxième guerre mon-

non les injures ou les critiques voire des querelles byzantines invitant les savants congolais à l'unité, à la pluralité, à la complémentarité, valeurs convergeant vers le développement de

gens compétents, des connaisseurs, les gens du domaine à la tête du ministère de l'Energie, que le pays se dote d'une politique énergétique, quel type d'énergie, d'électricité pour les

problème de projet de grand Inga dont les études de faisabilité datent de 1957, ajoutant qu'il y a nécessité d'un conseiller en électricité. Il a également fait allusion au projet de loi portant



la RDC a-t-il souligné.

L'électricité socle du développement d'un pays

groupes cibles, placer des animateurs compétents, ce jour la SNEL est en faillite, surendettée, a-t-il indiqué. Nsingi Pululu a aussi évoqué le

ordre des ingénieurs, qu'il a été déposé en 2022 à l'assemblée nationale.

AMK



diale mais relancé sous Mobutu, conclu le président de la SCE. Il a, par ailleurs, formulé le vœu que les groupes de réflexion soient créés pour débattre des questions brûlantes de l'heure, approfondir la connaissance, parler normes, application industrielle et enseignement, reconnaître qu'il y a un problème d'électricité qui existe en RDC au regard des solutions préconisées non au rendez-vous encore.

M. Dieudonné Kanda de la SCE a, pour sa part, évoqué le développement de la RDC à partir de l'intelligence et

Invité pour intervenir à la conférence organisée par la société congolaise des électroniciens, l'ingénieur Pitchou Nsingi Pululu, administrateur à la SNEL a axé son intervention sur les ressources de l'électricité, socle de développement d'un pays. Sans elles il n'y a pas de développement car, dit-il, engendrant l'industrie, absorbant le chômage. Et d'ajouter : " grâce à l'industrie tout, le monde qui travaille est payé, l'électricité c'est le développement, mettre l'homme qu'il faut à la place qu'il faut, placer des

DÉCLARATION DE PERTE DE CERTIFICAT

Je soussigné **Monsieur MALUTSHI MBANVUA Dieudonné** et consorts déclarent avoir perdu le Certificat d'Enregistrement **Volume A 314, Folio 29** de la parcelle **numéro 1237** du plan cadastral de la **commune de Barumbu**.

Cause de la perte ou de la destruction : Vol.

Nous sollicitons le remplacement de ce certificat et déclarons rester seuls responsables des conséquences dommageables que la délivrance du nouveau certificat d'enregistrement pourrait avoir vis-à-vis des tiers.

Ainsi fait à Kinshasa, le 04/03/24

Sécheresse oculaire : conseils pour soulager les yeux secs

Vous arrive-t-il de vous réveiller le matin avec la sensation d'avoir du sable sous les paupières? Avez-vous les yeux qui brûlent parfois en fin de journée? Votre vision est inconfortable devant des écrans? Peut-être manquez-vous de larmes? La sécheresse oculaire est une gêne visuelle qui se rencontre à tout âge. Vous recherchez des solutions? Dans cet article je vous explique les causes principales de l'œil sec et vous donne les conseils incontournables pour retrouver une vision confortable. Découvrez comment soulager l'inconfort des yeux secs?!

Les causes de la sécheresse oculaire

Vous avez la sensation de souffrir de sécheresse oculaire? Vos yeux piquent ou deviennent rouges? Cette gêne doit être prise au sérieux. Elle représente environ 25 % des motifs de consultations en ophtalmologie. Bénigne au premier abord, cette affection peut pourtant, à terme, altérer la qualité de vie. Vous pouvez vous soulager avec des larmes artificielles. Mais, avant tout, une consultation médicale s'impose. Seul le médecin est en mesure de poser un diagnostic précis et d'identifier avec précision la cause responsable de la sécheresse de l'œil.

Yeux secs : le rôle des larmes

La sécheresse oculaire est généralement le résultat d'une anomalie du film lacrymal. La production de larme peut être insuffisante, son évacuation perturbée ou encore sa composition altérée. Or, les larmes jouent un rôle fondamental pour la bonne santé de vos yeux.

Les larmes sont composées majoritairement d'eau, mais elles con-

tiennent aussi des nutriments, des sels minéraux, des enzymes, des protéines, des antibactériens et un film lipidique qui les protègent de l'évaporation.

quence, elle s'oxygène et se nourrit grâce aux éléments dissous dans les larmes. Outre son rôle nourricier, le film lacrymal assure également la lubrification, l'immunité, prévient de l'irritation et participe aux propriétés optiques de vos yeux.

Les larmes occupent un rôle essentiel dans la préservation d'une sur-

face oculaire saine.

pause, peuvent également contribuer à l'assèchement. " Les écrans : le temps passé devant un écran est en constante augmentation, surtout chez les plus jeunes. La fixation diminuerait de 30 à 50 % les clignements de paupières, favorisant ainsi l'évaporation des larmes.

" L'environnement : pollution at-

mosphérique, climatisation ou chauffage, pollens, fumée de tabac...

mosphérique, climatisation ou chauffage, pollens, fumée de tabac... " Les lentilles de contact : les lentilles souples hydrophiles absorbent les larmes, un peu comme une éponge, et peuvent favoriser la déshydratation.

" Certaines maladies et certains traitements : c'est pourquoi toute sen-



decidé d'agir pour retrouver votre confort visuel?

Premier réflexe : consulter un médecin. Il vous prescrira un traitement si la cause est médicale. Si le déclencheur est environnemental, vous pouvez agir !

Sécheresse oculaire : les causes

Il vous est possible d'humidifier votre œil avec un spray oculaire puis d'adopter quelques mesures simples

Pourquoi les larmes viennent-elles à manquer?

La sécheresse oculaire peut avoir diverses origines, et il est important de les connaître pour mieux prévenir et traiter ce problème. Les causes

de prévention.

Le spray ophtalmique Les sprays agissent à la façon de larmes artificielles. Ils délivrent une solution ophtalmique, lubrifiante et humidifiante. Ils hydratent, rafraîchissent agréablement et apaisent vos yeux en soulageant les symptômes liés à la sécheresse oculaire. Ils rétablissent un environnement humide à la surface de votre cornée.

Conseils pour préserver son confort visuel En plus des traitements médicaux, certaines astuces au quotidien peuvent vous aider à prendre soin de vos yeux comme :

Le spray ophtalmique

Conseils pour préserver son confort visuel

En plus des traitements médicaux, certaines astuces au quotidien peuvent vous aider à prendre soin de vos yeux comme :

" limiter le temps d'écran et se forcer à cligner des yeux régulièrement ;

" se masser les paupières ;

" ne pas s'exposer à la fumée de cigarette ;

" soulagez ses glandes lacrymales en appliquant des compresses tièdes 10 min le soir ;

" limiter le temps de port de ses lentilles de contact et se programmer des jours sans ;

" humidifier l'air intérieur.

Prendre soin de sa vue c'est prendre soin de la santé de ses yeux. Consultez un professionnel de la santé pour des conseils personnalisés dès les premières gênes. N'attendez pas que vos yeux vous rappellent leur besoin d'attention. Prenez dès aujourd'hui des mesures pour préserver leur confort. Vous méritez une vision claire et apaisée, alors agissez pour dire adieu aux yeux secs !



tiennent aussi des nutriments, des sels minéraux, des enzymes, des protéines, des antibactériens et un film lipidique qui les protègent de l'évaporation.

Votre cornée est transparente. Elle n'est pas vascularisée. En consé-

principales sont :

" L'âge : les glandes lacrymales ont tendance à s'atrophier avec le temps, réduisant la production des larmes.

" Les fluctuations hormonales, comme la ménopause ou l'andro-

sation d'œil sec doit être signalée à son médecin traitant ou son ophtalmologiste.

Soulager l'inconfort des yeux secs : mes conseils !

Vous en avez assez de ces picotements sous paupières? Vous avez

S+MTN/LRP

L'ECC recommande au président Félix Tshisekedi d'organiser un dialogue en vue de résoudre les questions de paix, de sécurité et de la gouvernance

L'Église du Christ au Congo (ECC) a recommandé, le dimanche 3 mars au président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi d'organiser un dialogue national entre Congolaises et Congolais, en vue de résoudre les questions de paix, de sécurité et de la gouvernance étatique. Cette recommandation est contenue dans le compte rendu des travaux de la 62^e session ordinaire du Comité exécutif national de l'Église du Christ au Congo, lu lors d'un culte à la Cathédrale du Centenaire protestant à Kinshasa.

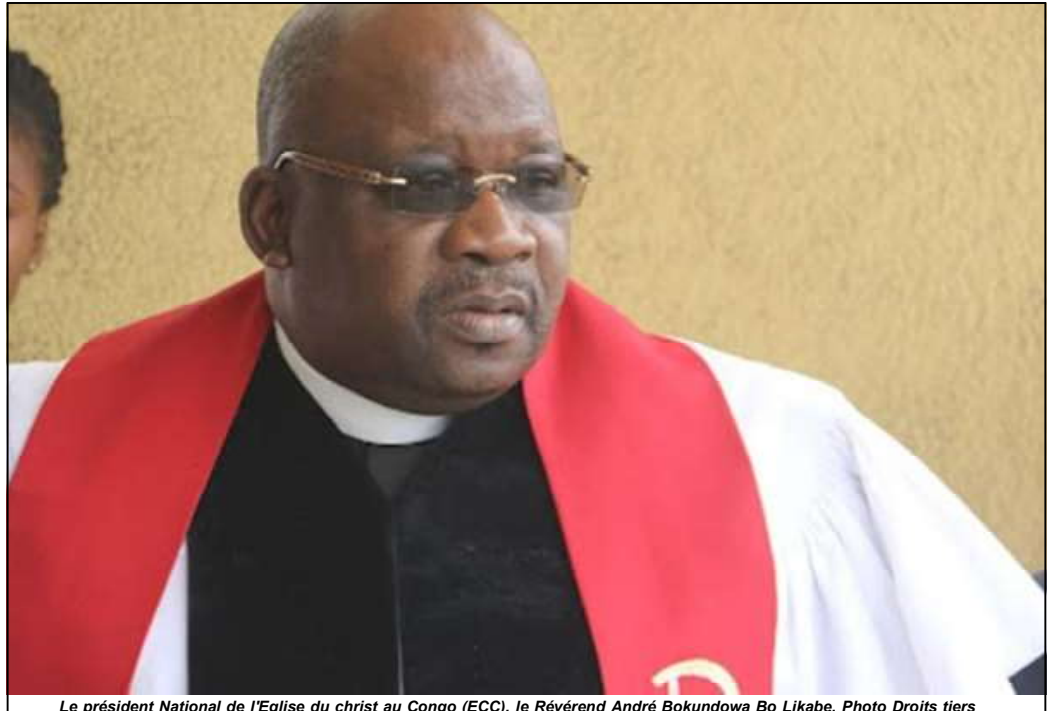
" Préoccupée par la recrudescence des cycles de violences dans les provinces de l'est, de Kwango et Maï-Ndombe, interpellée par la montée des tensions intra-communautaires dans l'espace Grand-Katanga et Grand Kasai, notre Église invite le Chef de l'État à s'en tenir à son engagement de ne pas revenir aux erreurs du passé, lui demande d'ouvrir un dialogue national entre fils et filles du pays, en vue de reconstruire la cohésion nationale, autour des causes communes que sont la paix, la sécurité et la gouvernance de notre pays ", a déclaré le pasteur Dominique Mukanya, rapporteur national du Synode national de l'ECC.

Une nouvelle dynamique de gestion des provinces

L'Église protestante de la République démocratique du Congo a aussi exhorté les assemblées provinciales à élire en toute responsabilité les personnes qui vont apporter une nouvelle dynamique de gestion des provinces et leur développement.

" Nous demandons aux députés provinciaux d'élire en toute responsabilité les gouverneurs qui apporteront

une nouvelle dynamique de développement, des auteurs nationaux et internationaux et des rapports internationaux précieux



Le président National de l'Église du Christ au Congo (ECC), le Révérend André Bokoundwa Bo Likabe. Photo Droits tiers

pement dans nos provinces. Aussi, le choix des sénateurs doit tenir compte des enjeux géopolitiques et géostratégiques de l'heure ", a déclaré le pasteur Dominique Mukanya.

Finaliser la mise en place de la justice transitionnelle

L'Église du Christ au Congo a aussi réitéré au Chef de l'État " la demande de finaliser la procédure de la mise en place des mécanismes de Justice transitionnelle en vue de poursuivre les

des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre ainsi que des crimes économiques commis en RDC ".

L'ECC a aussi, dans sa déclaration, dénoncé le protocole conclu entre l'Union européenne et le Rwanda sur les chaînes de valeurs durables des matières premières.

" Nous fustigeons avec fermeté l'accord sur les chaînes de valeur durables pour les matières premières conclu entre l'Union européenne et le Rwanda, dans un contexte où plu-

sent l'implication directe de ce pays voisin dans le pillage systématique des matières premières au prix des crimes contre l'humanité en RDC ", a déclaré le pasteur Dominique Mukanya.

Ces recommandations rendues publiques par le comité exécutif de l'Église du Christ au Congo sont les conclusions des travaux de la 62^e session ordinaire tenue du 24 février au 2 mars 2024.

RO/LRP

Culte kimbanguiste à Lingwala

La présentation du comité de la presse au rendez-vous

Par Makinzolela

Le culte kimbanguiste du dimanche 3 mars 2024 dans la paroisse de Bukama a connu une ambiance inhabituelle. Et pour la cause, la cérémonie de la présentation du nouveau comité des journalistes kimbanguistes dans la commune de Lingwala.

Tout a commencé par le mot de circonstance prononcé par le révérend Mabilama François, le chef de division de la presse et information kimbanguiste dans la ville de Kinshasa qui a non seulement inscrit l'événement mais surtout demandé aux fidèles d'apporter mains fortes à cette structure pour bien répondre à l'attente de la communauté kimbanguiste. Cette adresse a laissé la place à la présentation des membres de ce comité chapeauté par maman Nadine Mayeto secondée par messieurs

Masudi, Naoko, Ndabona Jean, senté les coupes de victoire obtenues



Malungu Camille, Tshibambe Jules, Badila Augustin,....

L'occasion faisant l'effet du larcin, les journalistes de la paroisse kimbanguiste de Lingwala ont pré-

à l'issue des festivités internationales de la presse kimbanguiste organisées au mois de décembre dernier à Nkamba, Nouvelle Jérusalem. Pour rappel, les professionnels de

médias kimbanguistes oeuvrant au sein de l'église kimbanguiste et ceux d'ailleurs ou des organes de presse non kimbanguistes se réunissent dans une structure dénommée la presse kimbanguiste, " la Preski " en sigle qui a la charge de tous les hommes et femmes de médias de croyance kimbanguiste. Et chaque mois de décembre, tous les professionnels de média de quel organe soient-ils se rendent à Nkamba pour participer à la rencontre internationale de la presse kimbanguiste. Ce rendez-vous de chaque fin d'année à Nkamba permet aux journalistes de tous les horizons d'examiner le parcours effectué, de tracer des nouvelles orientations et de contribuer à la construction de la Ville Sainte.

Rwanda : l'ONU appelle à de " véritables " enquêtes sur les cas de disparitions forcées, d'exécutions extrajudiciaires et de torture

Le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker Türk, a appelé, lundi 4 mars, à de véritables enquêtes sur les cas de disparitions forcées, d'exécutions extrajudiciaires, de torture et d'intimidation, ainsi que de détentions arbitraires, signalés

damentales sont indispensables pour créer un environnement propice.

" Le Rwanda devrait organiser des élections présidentielles et parlementaires en juillet... J'appelle à des mesures rapides pour garantir les libertés fondamentales, ainsi qu'à de véri-

Selon l'ONG internationale Human Rights Watch (HRW), le Front patriotique rwandais (FPR) au pouvoir continue de cibler ceux qui sont perçus comme une menace pour le gouvernement. Plusieurs critiques de premier plan ont été arrêtés ou menacés

et les normes de procès équitables sont systématiquement bafouées dans de nombreuses affaires politiques sensibles, dans lesquelles des accusations liées à la sécurité sont souvent utilisées pour poursuivre en justice d'éminents critiques du gou-



depuis plusieurs années au Rwanda.

À quatre mois des élections présidentielles et législatives, Volker Türk qui s'exprimait à la 55^e session du Conseil des droits de l'homme à Genève, a rappelé que les libertés fon-

damentales enquêtes sur les allégations de disparitions forcées, d'exécutions extrajudiciaires, de torture et d'intimidation, ainsi que de détentions arbitraires", a déclaré le patron des droits de l'homme de l'ONU.

ces et les autorités échouent régulièrement à mener des enquêtes crédibles sur les cas de disparitions forcées et de morts suspects d'opposants au gouvernement.

Dans l'un de ses rapports, HRW a révélé que la détention arbitraire, les mauvais traitements et la torture dans les centres de détention officiels et non officiels sont monnaie courante,

vernement.

Ancien chef rebelle, Paul Kagame dirige le Rwanda depuis la fin du génocide de 1994. Il a été reconduit au pouvoir avec plus de 90 % des voix lors des élections de 2003, 2010 et 2017. Candidat à sa propre succession, il entend se présenter pour 20 ans de plus.

Afriquactu / LRP

Les violences explosent au Burkina Faso : 170 morts en un jour dans trois attaques

Le Burkina Faso est confronté depuis 2015 à des violences qui ont fait près de 20.000 morts et plus de deux millions de déplacés.

Quelque 170 personnes ont été "exécutées" lors d'attaques meurtrières massives de trois villages le 25 février dans le nord du Burkina Faso dirigé par des militaires, en proie aux violences jihadistes. Ce même jour, des massacres avaient aussi été commis dans une mosquée et une église.

Dans un communiqué publié dimanche, le procureur de Ouahigouya (Nord), Aly Benjamin Coulibaly, écrit avoir été informé le 25 février d'"attaques meurtrières massives (qui) auraient été commises dans les villages de Komsilga, Nodin et Soroe" dans la province du Yatenga de la région du Nord.

"Les mêmes sources indiquaient que le bilan provisoire d'ensemble s'établissait à environ 170 personnes exécutées, outre les personnes blessées et les divers autres dégâts matériels connexes", ajoute le procureur, sans préciser qui sont les auteurs des attaques. Il indique qu'"au regard de la gravité et de la circonstance de toutes ces dénonciations et informations, mon parquet instruisait ses services de police judiciaire d'ouvrir une enquête aux fins d'élucider les faits".

Le procureur a lancé "un appel à toutes les personnes qui dispose-

raient d'éléments ou d'informations sur ces faits à les communiquer" au parquet et/ou à la police. Par ailleurs, a-t-il souligné, une équipe d'enquêteurs s'est rendue le 29 février dans les différents villages concernés aux fins de "procéder à toutes les constatations

quées à Natiaboani (est) et une église à Essakane-village (nord), qui avaient fait "des dizaines de morts", selon des sources sécuritaire et locales à l'AFP. Aucun bilan officiel n'a été communiqué sur ces attaques.

"Attaques coordonnées"



et de recueillir tous les éléments de preuve".

Selon des habitants joints par l'AFP, des rescapés ont affirmé que des dizaines de femmes et d'enfants en bas âge, figurent parmi les victimes. Ces attaques de trois villages du nord sont distinctes de celles intervenues le même jour contre une mos-

Plusieurs autres attaques ont également eu lieu le 25 février, notamment contre le détachement militaire de Tankoulou (est), contre le 16^e Bataillon d'intervention rapide (Bir) près de Kongoussi (nord) et le bataillon mixte dans la zone de Ouahigouya (nord). La riposte de l'armée et de ses supplétifs civils, les Volontaires pour

la défense de la patrie (VDP) a permis de "neutraliser plusieurs centaines de terroristes", selon des sources sécuritaires.

En début de semaine, le ministre de la Sécurité, Mahamadou Sana, avait reconnu à la télévision nationale que "durant (ce) week-end écoulé, nous avons enregistré plusieurs attaques coordonnées et simultanées sur le territoire national". "Ce changement de posture tactique de l'ennemi, est dû au fait que des bases terroristes détruites, ainsi que des camps d'entraînement et des actions ont été menées pour assécher les sources de financement de l'ennemi, ainsi que le contrôle des couloirs de ravitaillement", avait-il affirmé.

Le Burkina Faso, dirigé par des militaires qui ont pris le pouvoir par la force en 2022, est confronté depuis 2015 à des violences jihadistes attribuées à des mouvements armés affiliés à Al-Qaïda et au groupe État islamique, ainsi qu'aux représailles attribuées aux forces armées et leurs supplétifs, qui ont fait près de 20.000 morts et plus de deux millions de déplacés.

Selon Acléd, organisation qui répertorie les victimes des conflits dans le monde, 439 personnes ont été tuées dans ces violences au cours du seul mois de janvier.

VOA / LRP

CAF C1 : Mamelodie Sundowns bat Mazembe et termine premier du groupe A

Le TP Mazembe s'est incliné (0-1) face à Mamelodie Sundowns le samedi 2 mars. L'unique but de la partie



Rencontre entre TP Mazembe et Mamelodi Sundowns, le samedi 02 mars 2022 à Pretoria, dans le cadre de la sixième journée de la phase de groupe de la ligue de champions de la CAF. Photo Droits tiers

a été marqué sur pénalty transformé à la 38e minute par Peter Shalulile, obtenu après la faute Kevin Mondeko sur Costa à la 36ème minute. Malgré les assauts de TP Mazembe, les Sud-africains ont gardé leur cage inviolée.

Mamelodie Sundowns termine premier du groupe avec 13 points, suivi de Mazembe avec 10 points. Pyramids et Nouadhibou sont éliminés avec 5 points chacun.

Dans l'autre match du groupe,

face à Nouadhibou.

Le match Mamelodi Sundowns vs TP Mazembe s'est joué finalement au Tswane-Lucas Masterpieces Moripe Stadium de Pretoria, au lieu de FNB Stadium de Johannesburg, en raison d'un match de rugby qui était prévu le même samedi 2 mars au Loftus Versfeld Stadium entre Vodacom Bulls et DHL Stormes.

LRP

LINAFOOT play off : Maniema Union s'impose en ouverture (2-0) face à Dauphin noir

L'Association sportive Maniema Union de Kindu a battu l'Association sportive Dauphin noir de Goma (2-

qué le deuxième but des Unionistes, à la grande satisfaction de Papy Kimoto, coach principal de Maniema



Joueurs de Maniema Union et de l'AC Kuya Sport en duel, le 3/10/2023. LINAFOOT

0) vendredi 1er mars au stade Joseph Kabila de Kindu, dans le cadre de la première journée de la Phase de play off de la Ligue nationale de football (LINAFOOT), la première division.

Le premier but est arrivé à la 16e minute, avec Dieu Lifoli, défenseur de Dauphin noir, qui a marqué contre son camp.

Jephté Kitambala à la 60' a mar-

Union.

Ce club prend ainsi la tête du classement, avec 3 points +2. Cette première journée va se poursuivre ce samedi 2 mars avec le duel entre le FC saint Éloi Lupopo et le cercle sportif Don Bosco au stade Kibasa Maliba à Lubumbashi

LRP

Play off de la LINAFOOT : V.Club et Aigles du Congo, Lupopo et Don Bosco se neutralisent

La première journée de la phase de play off de la LINAFOOT, s'est poursuivie le dimanche 03 mars

dans le cadre de la première journée de la phase de play off de la LINAFOOT.



Les joueurs de saint Eloi Lupopo lors d'un entraînement le 11/10/2022 au stade des martyrs. Photo Dircom Lupopo

avec le duel entre l'AS V. Club et le FC les Aigles du Congo, deux clubs de la capitale Kinshasa qui se sont neutralisés sur un score nul d'un but partout. Initialement prévu au stade Tata Raphaël c'est finalement au stade des Martyrs que la rencontre s'est jouée.

Toutes les dispositions sécuritaires ont été prises pour assurer le bon déroulement de ce match, conformément à ce qu'avait déclaré le colonel Faustin Nsumbu, commandant chargé du maintien de l'ordre public pour cette rencontre.

Dans la zone Sud, le FC Saint Eloi Lupopo et le Cercle sportif Don Bosco se sont, aussi neutralisés (1-1) le samedi 2 mars au stade Kibasa Maliba

Les Cheminots ont ouvert le score à la 22ème minute sur un coup franc transformé par Patou Kabangu. Les Salésiens ont réagi en seconde période. Sur un coup de tête magistrale, Israël Ekofo a égalisé à la 53e minute. Score finale 1-1.

Ce match nul permet à Maniema Union de garder la tête du classement avec 3 points +2.

Le classement partiel se présente de la manière suivante :

1. Maniema Union : 3 points +2
2. Lupopo : 1 point
3. Don Bosco : 1 point
4. V.Club : 1 point
5. Aigles du Congo : 1 point
6. Dauphins noirs : 0 point.

LRP

Can 2025 : quatre nations choisissent le Maroc pour leurs matches des préliminaires

Le Djibouti, le Sao-Tomé, le Soudan du Sud et la Somalie ont choisi le Maroc pour jouer leurs matches du tour préliminaire des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2025, a appris l'ACP vendredi d'un communiqué de la Fédération royale marocaine de football (FRMF).

" Grâce à un partenariat étroit entre la Fédération royale marocaine de football (FRMF) et les fédérations africaines partenaires, le Royaume du Maroc accueille quatre sélections africaines pour disputer les matches du tour préliminaire des éliminatoires de la CAN 2025 ", a-t-on lu, dans le communiqué.

Les matches se joueront du 20 au 26 mars. Il y aura le Djibouti qui accueillera le Liberia au stade de Marrakech, Sao-Tomé offrira son hospitalité au Soudan du Sud au stade municipal de Berkane et vice-versa ; et enfin, Somalie recevra Eswatini au stade El Abdi d'El Jadida. Une initiative du Maroc qui témoigne son rôle central dans la promotion du football sur le continent africain.

En accueillant ces matches, le pays offre une plateforme aux équipes

africaines pour se mesurer les unes aux autres dans un environnement compétitif et stimulant.

De plus, cela renforce les liens entre les nations africaines et favorise la coopération dans le domaine du sport.

Plus qu'une simple compétition sportive, les éliminatoires de la CAN 2025 représentent une occasion pour le Maroc de mettre en avant sa vision stratégique pour le développement du football africain. Sous la direction éclairée de Sa Majesté le Roi Mohamed VI, le Maroc s'engage à promouvoir le sport comme un outil de développement socio-économique et de rapprochement entre les peuples.

En accueillant ces matches, le Maroc souligne son engagement envers le développement du football sur le continent et sa volonté de contribuer activement à l'essor du sport en Afrique. C'est une démonstration concrète du leadership du Maroc dans le domaine du sport et de son engagement envers la solidarité et la coopération régionales.

ACP/LRP

Undernutrition and obesity a 'double burden' in Africa : WHO study

According to a World Health Organization study published by The Lancet medical journal, obesity has increased alarmingly in low and middle income countries, particularly in Africa. World Obesity Day, held on 4 March, aims to raise awareness around what the WHO describes as an "epidemic".

While some of the populations in Africa still face undernutrition, others no longer have this problem, but their diet is of poor quality and obesity is on the rise, according to a WHO study released last week by The Lancet medical journal.

In 2022, the WHO already warned of a "time bomb" for public health, pointing to ten countries particularly affected by weight gain, most of them in southern Africa: Botswana, Eswatini, Lesotho, Mauritius, Namibia, Seychelles and South Africa.

But also, further north: Gabon, Mauritania and Algeria, which holds the record for the highest number of obese people on the continent.

"I've put on a lot of weight in ten years", Ruth, 30, a diabetologist from

the Ministry of Health in 2023, 35 percent of schoolchildren in Gabon's main

Sedentary lifestyle



A patient suffering from obesity. © AFP - Suliane Favennec

Gabon

In 2021, the Food and Agriculture Organization (FAO) reported that in Gabon, while 18 percent of children under the age of 5 suffered from chronic malnutrition, 40 percent of adults were overweight.

Gabon told RFI.

"I think my weight has almost doubled. I've gone from 52 kg to almost 105 kg today. I've never been to the doctor, but I know I have a weight problem."

According to a study by Unicef and

cities were obese.

"We are very concerned about the prevalence of obesity in schools, particularly in large cities, where we are seeing severe, morbid obesity in the very young", stresses Éric Baye, a Gabonese doctor.

The chronic and complex illness is accompanied by a greater risk of death from heart disease and certain cancers.

Obesity is also a major risk factor for diabetes. And there are countries with higher prevalence rates, particularly in North Africa and South Africa.

Obesity primarily affects people living in urban areas, although rural areas are now also affected. The finger is pointed at junk food and a sedentary lifestyle.

Colette Azandjeme, a professor of public health and nutritionist at the Mother and Child Hospital in Cotonou, Benin, believes that one of the causes of obesity is "the nutritional transition that has seen our lifestyles change and become more westernised."

"We're moving from a much more traditional diet to a Europeanised, energy-dense diet. We're exposed to increasingly processed and ultra-processed foods," she says.

At the same time, our lifestyles have become more sedentary: "there is very little physical activity to compensate for this," says Azandjeme. "Over time, we've lost the habit of walking a lot. There are more motorbikes, more cars."

"We sit in front of the television for longer. We adopt activities that are in offices: in sales, in commerce, where we sit for longer periods of time," she explains.

The World Obesity Day organisers say that an estimated 1.9 billion people will be living with obesity by 2035.

RFI / LRP

Burkina Faso prosecutor says around 170 'executed' in attacks on villages

Around 170 people were "executed" in attacks on three villages in northern Burkina Faso a week ago, a regional prosecutor said in a statement on Sunday.

Prosecutor Aly Benjamin Coulibaly

The attacks left others wounded and caused material damage, the prosecutor for the northern town of Ouahigouya added in a statement.

He said his office ordered an investigation and appealed to the public for

Local security sources said the attacks were separate from deadly incidents at a mosque and a church in northern Burkina Faso that also happened a week ago.

The authorities have yet to release an official death toll for those attacks.

Burkina Faso has been struggling to contain violent Islamist insurgencies linked to al Qaeda and Islamic State that have spread from neighbouring Mali over the past decade, killing thousands and displacing more than two million.

According to Acléd, which gathers data on victims of conflict worldwide, the violence claimed 439 lives in January alone.

Anger over the state's inability to end the insecurity played a major role in two military coups in 2022.

Current strongman Ibrahim Traore came to power in a military coup in October 2022, vowing to win back territory from jihadists.

In February 2023, France officially ended its anti-insurgency military operations in the Sahel state, on the orders of the military junta.

(with newswires)



A picture taken on October 30, 2018 shows Burkinabe gendarmes in the city of Ouahigouya in the north of the country where 170 people were reportedly executed on 25 February. AFP - ISSOUF SANOGO

said he received reports of the attacks on the villages of Komsilga, Nodin and Soroe in Yatenga province on 25 February, with a provisional toll of "around 170 people executed".

information.

Survivors of the attacks told France's AFP news agency that dozens of women and young children were among the victims.

Agression rwandaise : " La Belgique envisage la mise en œuvre des sanctions contre le Rwanda ", André Flahaut

"En ce qui concerne les sanctions, il est évident que le Premier ministre a effectivement dit qu'il faudrait envisager, avec d'autres acteurs européens, la mise en œuvre des sanctions contre le Rwanda", annonce, sur Top Congo fm, André Flahaut, ministre d'État Belge, après avoir interpellé le Premier ministre Alexander De Croo à la chambre belge, l'Assemblée nationale, sur la nécessité de mettre la pression sur le Rwanda pour en finir avec la guerre dans l'Est de la RDC.

Il rapporte que "ma réaction était justement qu'il ne peut pas y avoir deux types d'appréciation du droit international. On est à la fois très sévère à l'égard de la Russie à la suite de l'invasion de l'Ukraine, on est un peu moins sévère pour réagir à la situation et au traitement imposé par Israël à la population de Gaza et en ce qui concerne le Rwanda, on est assimilé. Donc en clair, le Premier ministre a dit qu'il allait prendre une série d'initiatives pour envisager la mise en œuvre des sanctions contre le Rwanda".

Pour André Flahaut, c'est très bien de faire une telle annonce, mais "il ne faut pas se limiter à des paroles et de tentatives d'élaborer des sanctions. Il faut poser des actes concrets et peut-être que la Belgique, comme elle l'a été pour la Russie, soit un peu un leader dans la mise en œuvre de ce processus concret de sanctions à l'égard du Rwanda, des personnalités du Rwanda et à l'égard de certains avoies du Rwanda".

Après cela, "les parlementaires de différentes parties sont aussi intervenus. Ça veut dire que le dossier est maintenant à l'ordre du jour du Parlement et aussi à l'ordre du jour du gouvernement. Dans quelques jours, il y aura aussi une commission des affai-

des députés de l'Assemblée nationale

sie, il y a des gens en Europe qui avan-

Rwanda, André Flahaut rapporte éga-



André Flahaut, ministre d'État Belge

belge, pour faire en sorte que l'on ne perde pas de vue le début d'engagement qui ont été pris".

Ramener l'initiative des sanctions à l'Union européenne

"Au niveau de la présidence Européenne, il y a sans doute un point qui doit être mise à l'ordre du jour. Il sera intitulé la mise en œuvre des sanctions à l'égard du Rwanda pour ce qui se passe dans l'est de la République démocratique du Congo", annonce le ministre d'État Belge.

Il est persuadé que "c'est un pre-

cent à des vitesses différentes. Il ne faudra pas attendre l'unanimité pour agir, il faudra avancer avec ceux qui sont convaincus comme nous que ça ne peut pas continuer à faire souffrir la population dans le silence et dans le déni, en quelque sorte".

"C'est à ça que nous allons nous employer pour que les autorités belges et premier ministre respectent les engagements qu'ils ont commencé à prendre au Parlement", rassure-t-il.

Toujours dans le cadre cette action menée dans la ligne droite de la diplomatie parlementaire avec ses collègues du Parlement congolais, André Flahaut affirme que ces questions ont été au cœur des échanges avec le premier ministre parce qu'on ne pouvait pas continuer à se limiter à constater, au gré des images horribles que l'on découvre, la situation dans l'est et que l'on ne pouvait pas non plus continuer à ignorer notamment les rapports des nations unies, mis en lumière par la ministre des Affaires étrangères, pour identifier la responsabilité du Rwanda dans ce qui se passe dans l'Est".

Il a été aussi mis en avant "le caractère un peu tou à fait inapproprié de cet accord entre la Commission européenne et le Rwanda sur les le minerais (stratégiques) alors que l'on sait bien que ces minerais se trouvent en République démocratique du Congo et pas au Rwanda, et que ça tombe vraiment mal à propos".

Sur cette question de l'accord U.E-

lement que "le premier ministre a considéré que c'était aussi mal choisi comme moment pour amener un tel accord, étant donné que c'est une manifestation d'une certaine liberté d'action de la Commission européenne qui agit peut-être en dépit de la réalité du terrain".

Cela fait pratiquement deux ans depuis que le M23, mouvement rebelle déclaré terroriste par Kinshasa, a lancé les hostilités dans le territoire de Rutshuru, au Nord-Kivu, alors qu'ils étaient partie prenante aux discussions de Nairobi. Ces discussions réunissaient tous les groupes armés opérant dans la partie orientale du pays. Elles devaient aboutir sur un accord de paix assorti du désarmement, démobilisation et réinsertion sociale des combattants.

Le M23 a été éjecté de la table des discussions après le début des hostilités. Depuis, plusieurs massacres ont été attribués à ce mouvement terroriste soutenu par le Rwanda. Plusieurs rapports des experts des Nations-Unies établissent le soutien permanent de Kigali à ce mouvement. Le plus récent fait état de la présence des missiles sol-air de l'armée rwandaise dans les rangs du M23, sur le sol congolais. Mais aucune sanction de la communauté internationale n'a visé le Rwanda.

Top Congo FM / LRP



res étrangères. On pourra aller encore plus en profondeur parce que là, ça sera un ministre des Affaires étrangères qui devra répondre aux questions

mier acte. Il devrait être posé. Et puis à mon sens, il faudra peut-être avancer avec ceux qui veulent avancer, parce que c'est comme pour la Rus-